

INDUSTRIE & SERVICES

« Je veux bien jouer “l’Arabe de service” mais si les choses vont dans le bon sens »

Propos recueillis par
Hubert Vialatte
— Correspondant à Montpellier

Comment se passe l’intégration par Altrad du néerlandais Hertel ?

Hertel avait une société holding à Rotterdam. Elle existe encore juridiquement mais il s’agit d’une coquille vide. Toutes les procédures et les savoir-faire de cette entreprise ont été transférés au quartier général du groupe Altrad, à Montpellier. Se pose maintenant la question du maintien ou non de la marque Hertel. Elle existe depuis cent trente ans, et le périmètre de son activité était équivalent à celui d’Altrad avant l’opération, conclue début 2015. Nous réfléchissons à la création d’un logo commun aux deux entités.

Et sur l’emploi ?

Il y a des synergies dans le management. Quelques dirigeants, qui ne se trouvaient pas bien dans le nouvel ensemble, sont partis. Notre groupe compte 75 % d’ouvriers sur les sites. Parmi les 17.000 salariés, 11.000 environ se trouvent en Europe et 6.000 hors-Europe (Australie, Chine, Singapour, Thaïlande...). Seulement 15 % des effectifs globaux sont des CDD et des intérimaires.

Comment voyez-vous évoluer votre secteur en 2016 ?

Les perspectives sont favorables.

Dans l’activité de services, nous

interventions sur des installations portuaires, des sites de raffinage de pétrole et de gaz... De lourds investissements de rénovation et d’entretien sont injectés. Et nous gagnons des parts de marché. Je table sur une légère hausse de l’activité en 2016. Sur le 1^{er} trimestre (septembre-décembre 2015) de notre exercice, la progression est de 6 % par rapport à la même période, l’an dernier. D’ores et déjà, 80 % du carnet de commandes est garanti.

Vous n’êtes pas certain d’accepter la présidence du comité d’orientation stratégique de la nouvelle

agence France Entrepreneur. Pourquoi ces hésitations ?

Je veux bien être instrumentalisé et jouer « l’Arabe de service » (*sic*), si les choses vont dans le bon sens. Moi, je veux pouvoir aller dans les Paillade (*quartier populaire de Montpellier, NDLR*) de France et de Navarre, parler aux gens. Je veux créer une BPI des pauvres, nommer un entrepreneur référent dans chaque secteur, utiliser la BPI et la Caisse des Dépôts comme relais. Je suis prêt à faire tout ça, mais je veux avoir la garantie de pouvoir le faire correctement... Sur les 2,5 milliards

d’euros injectés par l’Etat dans les quartiers prioritaires, 80 % vont à Pôle emploi, à des prêts d’honneur de France Initiative, à des exonérations fiscales pour la création d’entreprises, à des associations comme l’Adie (*Association pour le droit à l’initiative économique, NDLR*). Mais, au final, il n’y a pas grand-chose qui va directement aux agents économiques de ces quartiers. De plus, il n’y a pas de mesure de l’efficacité de ces investissements. On ne sait même pas ce qu’ils rapportent à la fin. Les organismes existent, mais il faut qu’ils fonctionnent différemment dans les quartiers. Sinon, cela ne m’intéresse pas : je ne cherche pas un job ! ■



INTERVIEW
MOHED ALTRAD
Président-fondateur
du groupe Altrad

« De lourds investissements de rénovation et d’entretien sont injectés. Et nous gagnons des parts de marché. »